Alexandre Etkind, *Roads not taken*

An Intellectual Biography of William C. Bullitt

Ewa Bérard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/10705>

DOI : 10.4000/monderusse.10705

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 637-642

ISBN : 978-2-7132-2747-9

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Ewa Bérard, « Alexandre Etkind, *Roads not taken* », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 59/4 | 2018, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10705> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10705>

Alexandre ETKIND

Roads not taken

An Intellectual Biography of William C. Bullitt

Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2017, 304 p.,

Alexandre Etkind, professeur à l'Institut universitaire européen de Florence, consacre son nouvel ouvrage à William Christian Bullitt (Philadelphie, 1891 – Paris, 1967), ambassadeur en Union soviétique dans les années 1933-1936, puis en France entre 1936 et 1940. Inlassable prétendant au poste de secrétaire d'État des États-Unis, riche, flamboyant, doté de maints talents et d'une énergie contagieuse, Bullitt, que George Kennan, son collaborateur à l'ambassade de Moscou, identifie avec Grand Gatsby, appartient à cette pléiade de « remarquables jeunes gens » dont toute l'existence a été « électrisée » par l'expérience de la Première Guerre mondiale (p. 55). Mais, pour ce qui est de notre personnage, cette expérience ne ressemble

point à celle qu'on connaît à travers la littérature européenne : elle s'est cristallisée autour de la question fondamentale de l'isolationnisme américain. Entre le sens de la « responsabilité » pour l'avenir du monde, comme le dit A. Etkind, et le principe du non-engagement dans les guerres des autres, les deux présidents républicains, Woodrow Wilson et Franklin Roosevelt, ainsi que leurs conseillers, devaient faire des choix dramatiques tout en cherchant à obtenir l'aval de leur électorat.

Alexandre Etkind connaît intimement les trois protagonistes de cette histoire géopolitique : les États-Unis, l'Europe et la Russie, avec leur passé et leur culture. Pour se rapprocher de son personnage, il se propose de l'aborder par un biais inaccoutumé, celui de sa création littéraire, et de faire une « biographie intellectuelle ».

La France possède une longue tradition d'écrivains diplomates : Chateaubriand, Stendhal, Saint-John Perse, Claudel, pour ne citer que les plus grands. On pense aussi à de moins grands, comme Paul Morand. Fonctionnaire au Quai d'Orsay désabusé par les tâches bureaucratiques et par la Grande Guerre qui n'en finit pas, Morand ne perd pas pour autant de sa morgue, ni de son mordant : à la date du 23 janvier 1917, il note dans son *Journal* intime : « Plus la décomposition de la Russie devient inquiétante et plus nous nous rapprochons des États-Unis. Gala des Volontaires américains. Dîner du Comité France-Amérique. À Londres, c'est la même tendance qu'à Paris, les mêmes politesses. À la fin des guerres comme à la fin des vaudevilles, il y aura un oncle d'Amérique, désormais. » Le talent littéraire de Bullitt n'est pas, hélas, de cette veine-là, il est plutôt du genre laborieux, et on peut penser qu'une rencontre avec Morand lui eût permis non seulement de prendre mesure de la légèreté française, mais encore d'éviter quelques impairs.

Le genre biographique possède ses règles : une narration plus ou moins linéaire qui s'oriente vers une fin connue d'avance à travers une « intrigue » ou des « nœuds » dictés par le sujet même. En ce sens, l'existence de Bullitt fournit à son biographe un matériel richissime : toute sa fabuleuse ambition est tendue vers un but unique qui est le Département d'État, endroit où se décide la politique étrangère des États-Unis. Il parsème son itinéraire de scènes fortes, et pour commencer une mission à Moscou en février 1918 qui faillit « changer le monde » et sur laquelle nous reviendrons plus loin. L'échec de celle-ci est suivi par l'écriture de deux romans et par une déprime qu'il soigne en Europe, plus précisément chez Freud ; il s'ensuit une collaboration entre les deux hommes en vue d'une biographie du président Woodrow Wilson que tous deux détestent cordialement, l'Américain pour lui avoir saboté son plan de 1918, Freud pour s'être mêlé du destin de l'Europe (mal évidemment : Vienne n'est plus la capitale de l'empire...). Cette œuvre commune ne paraîtra pas du vivant de Freud, mais, en 1933, Bullitt est nommé premier ambassadeur des États-Unis dans la Russie soviétique. Sa mission débute dans une ambiance euphorique : l'ambassadeur échafaude de nouveaux méga-projets, mais encore une fois sans succès. Entre-temps, il offre aux Moscovites et à son biographe un magnifique morceau de bravoure, une fête sur le thème de la « ferme collective » organisée à l'ambassade américaine pour cinq cents personnes. Un vrai « festin au temps de la peste » au milieu de purges, d'arrestations et de disparitions : cette

soirée aurait inspiré à Mihail Bulgakov, présent parmi les invités, la célèbre scène du bal chez Satan dans son *Maître et Marguerite*. Dégoûté par le stalinisme, qu'il décrit comme une « théocratie sans dieu [...] quartier général de la foi internationale » (p. 172), Bullitt quitte Moscou. En 1936, il est nommé à Paris, où il s'acharne à imposer son idée de l'unification de l'Europe, la seule chose qui pourrait, à son avis, secouer l'isolationnisme américain, sans comprendre, tout comme ses compatriotes – mais pouvait-il en être autrement ? – la résilience des nationalismes européens. Il met sur pied un plan de livraison d'avions de combat pour la France et facilite les démarches de Jean Monnet à Washington. Quand les Allemands arrivent aux portes de Paris, il refuse d'obtempérer à l'injonction de Roosevelt de suivre le gouvernement de Raynaud et répond avec superbe « Jamais un ambassadeur américain n'a fui devant quoi que ce soit » (p. 196). Nommé par Raynaud maire par intérim de la « ville libre » de Paris, il veille à ce que la Wehrmacht respecte ce statut. Il quitte la France de Vichy en juin 1940 mais, quatre ans plus tard, il propose ses services au général de Gaulle. Élevé au grade de major, il va suivre le général de Lattre de Tassigny dans la libération des Vosges et de l'Alsace. Cet épisode est passionnant, Bullitt n'étant jamais aussi grand que dans l'action.

Mais le genre biographique a aussi ses dangers, et en premier lieu l'empathie non maîtrisée de l'historien pour son sujet. On peut lire, dans le livre, ce témoignage d'un proche de Bullitt qui le décrit comme un « vilain garçon [qui] trouve un vrai plaisir à faire une scène, à éclater dans un accès d'indignation rarement vu, pour finir en s'écroulant de rire. [...] Il est un de ces types bizarres qui trouvent un drame plus excitant que le résultat » (p. 108). Cependant A. Etkind passe outre cet avertissement. Non seulement il porte au paroxysme les « drames » montés par Bullitt, mais encore il en fait le nexus de son ouvrage et de sa philosophie de l'histoire qu'il définit sous le titre « Les chemins qui n'ont pas été pris ».

Regardons donc de plus près deux moments clefs.

En février 1919, Bullitt est à Paris, membre de la délégation américaine à la conférence de Paix. Tandis que le président Wilson expose son projet de la Société des Nations, notre jeune diplomate est envoyé en une mission de quelques jours à Moscou pour recueillir des informations sur la situation économique et politique des Soviétiques. Dans un mouvement qui sera désormais sa marque de fabrique, il juge cet objectif trop modeste. Ensemble avec le secrétaire personnel de Lloyd George, ils rédigent un projet de trêve qui s'adresse à tous les chefs militaires actifs à l'intérieur de la Russie (Trotskij, Kolčak, Denikin, etc.). En échange de la fin des hostilités, ce document leur garantit l'autorité sur les territoires occupés par leurs armées et la reconnaissance internationale. Rien n'est stipulé quant à la façon dont ces promesses doivent être exécutées. À Moscou, donc, notre envoyé obtient sans difficulté la signature et les engagements de Lenin : « Les bolcheviks moscovites sont allés plus loin que quiconque à Paris pouvait s'y attendre et plus loin même qu'ils n'iront jamais dans l'avenir », écrit A. Etkind (p. 37). Imbu de sentiment de « responsabilité » pour l'avenir du monde, Bullitt, une fois de retour à Paris, se heurte à un président Wilson désorienté par l'attitude des Européens face à ses propres projets, malade et inaccessible. C'est en vain que notre homme le conjure

de saisir l'unique opportunité « d'orienter la Révolution dans un canal pacifique et constructif » (p. 43), la réponse ne viendra pas. Dans une espèce de fugue qui monte autour du thème du « si », A. Etkind interroge l'histoire : et si l'on avait écouté Bullitt ? Et si Wilson avait accepté l'« extraordinaire » document qu'il avait apporté de Moscou : « L'Union soviétique n'aurait probablement jamais été formée. [...] L'émancipation de la Sibérie et la fragmentation de la Russie européenne auraient changé les rapports de forces au point que l'histoire du vingtième siècle eût été différente. Et pouvait-ce être pire que ce qui est réellement arrivé ? » (p. 40).

Tout d'abord rappelons que les chemins en question *ont été* explorés et des tentatives de rassembler toutes les parties engagées dans la guerre civile en Russie autour d'une table de négociation *ont été* entreprises. Qu'on pense seulement à la proposition de Lloyd George de réunir toutes les parties russes à la conférence de Prinkipo, début février 1919 ; Lenin répondit favorablement, mais les Blancs avaient refusé, indignés. Qu'on pense à l'initiative d'Herbert Hoover d'American Relief Administration, en mars de la même année, visant à mettre sur pied une commission neutre, placée sous la direction de Fridtjof Nansen, personnalité acceptable pour les bolcheviks, avec pour tâche d'organiser les distributions de vivres aux enfants russes dans les zones sous l'administration des Rouges ou des Blancs. Ce plan, qui prévoyait en outre l'arrêt des hostilités à l'intérieur du pays et de la propagande communiste à l'ouest, avait reçu l'aval du président Wilson et des Alliés, mais les bolcheviks avaient exigé au préalable une lettre officielle du Département d'État. Or c'est là que gisait le problème, et c'était précisément la raison pour laquelle Lenin avait signé si volontiers le papier présenté par Bullitt : alors qu'il savait pertinemment – comme il le dira plus tard – qu'un armistice militaire sur le terrain ne vaudrait pas grand-chose, le chef des bolcheviks y voyait la possibilité d'obtenir à peu de frais la reconnaissance internationale. A. Etkind met au crédit de Lenin d'avoir proposé d'honorer la dette tsariste (à condition que les Blancs en fissent autant). Mais à part la question de la dette qui mobilisait leurs opinions intérieures, les gouvernements occidentaux avaient encore quelques soucis d'ordre international, dont Bullitt connaissait bien la portée. N'avait-il pas mis en garde son administration, trois mois auparavant, contre la montée en force de la gauche bolcheviste à Berlin ? On connaît les développements des mois suivants : l'éclatement, à Berlin, de l'insurrection du Spartacusbund préparée avec le concours de la mission soviétique tandis que, de Moscou, Lenin envoyait des messages incendiaires : « Nous devrions jouer le rôle de bureau d'idées de portée internationale, et nous ne faisons rien ! [...] On n'a jamais été aussi prêt d'une révolution mondiale ! » Un soviet d'ouvriers allemands se tient prêt au Kremlin. Au lendemain de l'échec de l'insurrection, Moscou convoque le premier congrès de l'Internationale communiste. Le mouvement mondial destiné à organiser le rayonnement et la défense de la Russie soviétique n'est qu'à ses débuts, mais, déjà, Trotskij menace le monde (capitaliste) de la déferlante de « l'Armée rouge internationale ». Or ces deux événements ont été essentiels aux yeux des Alliés dans le choix des chemins à prendre. La prise de position la plus claire à cet égard est venue du gouvernement des États-Unis, en août 1920. Le refus d'établir les relations officielles avec le nouveau pouvoir,

écrit le secrétaire d'État Bainbridge Colby, n'est pas dicté par le régime politique et social russe, mais par le fait que ce régime « est fondé sur la négation de tout principe d'honneur et de bonne foi, de tout usage et de toute convention sur lesquels repose l'ensemble de la structure de la loi internationale ». Les représentants soviétiques, poursuit la note, ont soutenu à plusieurs reprises que « d'après leurs propres principes, l'existence même du bolchevisme en Russie et son maintien au pouvoir dépendent [...] de l'arrivée de la révolution dans toutes les grandes nations civilisées, y compris aux États-Unis ». On ne saurait offrir la reconnaissance internationale à un pays qui est « ainsi déterminé et qui se donne pour vocation de conspirer contre nos institutions »¹. Si, en effet, on n'est jamais sûr du pire, on peut penser que la voie qui *a été* prise ne l'a pas été à la légère.

Le second grand moment où A. Etkind cherche à refaire l'histoire se réfère au mandat d'ambassadeur de Bullitt à Moscou. Période complexe pour l'Europe qui s'essaye à diverses combinaisons d'alliances pour se protéger à la fois de l'Allemagne et de l'URSS. Bullitt, cependant, décréta que l'Allemagne ne présentait aucun danger pour l'URSS, celle-ci étant en revanche menacée par le Japon. Ces informations alarmistes lui avaient été transmises par les Soviétiques et Bullitt fit des pieds et des mains pour convaincre Washington de l'urgence d'une alliance militaire américano-soviétique dirigée contre l'archipel. Hélas, entre-temps, Maksim Litvinov, qui entretenait l'ardeur de Bullitt par toutes sortes d'appâts (et demandes de crédits), avait conclu un accord secret avec Tokyo... Ce jeu de dupes priva Bullitt de tout crédit, à la Maison Blanche comme au Kremlin. Cependant, insiste A. Etkind, l'idée était bonne et si l'alliance entre les États-Unis et l'URSS « avait été conclue assez tôt » (p. 109), si F.D. Roosevelt avait écouté Bullitt et « armé en temps voulu la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Finlande [...], la guerre n'aurait pas éclaté ou serait restée circonscrite » (p. 240). On s' imagine la perplexité des gouvernements en question devant une telle offre venant de Washington... A. Etkind insiste : « La montée des tensions en Europe prouve que les vieilles prophéties de Bullitt étaient justes » (p. 167). Or le problème n'est même pas que Bullitt voyait juste autant de fois qu'il se trompait ; ce qui est ennuyeux, c'est qu'il ne voyait pas plus loin que ses souhaits. Il oubliait facilement qu'il n'était *que* diplomate et, en se croyant déjà au Département d'État, il balayait d'un revers de la main les contingences dont un gouvernement est tributaire et les responsabilités qui lui incombent.

Pour finir, mentionnons encore la contribution des trois « anciens » de l'ambassade de Moscou – Bullitt, Kennan et Bohlen – armés de leur expérience du stalinisme, à la pensée politique américaine de l'après-guerre. La présentation des thèses de George Kennan ne lui fait peut-être pas justice, mais, cette fois, William Bullitt a lui aussi tiré des leçons : dès 1936 et jusqu'en 1946, il ne cessera de répéter que « l'objectif fondamental de la politique étrangère de l'Union soviétique est de tenir l'Europe divisée ». « L'Europe, dit-il encore, doit s'unir ou disparaître » (p. 231).

Alexandre Etkind a suivi avec brio le cheminement de William Bullitt en s'appuyant sur ses volumineuses archives ; son livre est peuplé d'une foule d'acteurs de la diplomatie mondiale – américaine, russe et française – qui agissent sur le fond de

vastes tableaux de synthèse où se nouent en toute clarté les alliances internationales les plus complexes. Tout cela est passionnant et tient le lecteur en haleine. Mais l'auteur s'est laissé séduire par l'*hybris* de son personnage et n'a pas résisté au plaisir de magnifier ses projets jusqu'à y voir des prophéties où miroite la promesse d'un trésor magique de l'histoire.

1 – Papers relating to the Foreign Relations of the USA. 1920. Vol. III, p. 462- 463.

Ewa Bérard
CNRS